

Stéphane BAVOIS

Alexandre BEAUDEAU

Cyril DESCELLETTE

Esméralda GONZALEZ

Victoria HARVOIRE

Sylvaine MOUTON

Julien PATANCHON

Société d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes

Association pour le Développement Local et l'Emploi

« A.D.E.L.E »

Association régie par la loi de 1901

Siège Social : Avenue Robert Schuman

BT Emploi n° 23 – Terres Neuves

33130 - BEGLES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

Mérignac

21, Avenue Ariane

BP 20023

33702 Mérignac Cedex

Tél. 05 56 34 60 00

Fax. 05 56 13 05 11

Email : mel@audial.fr

<http://www.audial.fr>

Association pour le Développement Local et l'Emploi **« A.DE.L.E »**

Association régie par la loi de 1901

Siège social : Avenue Robert Schuman – BT Emploi n° 23 - Terres Neuves – 33130 BEGLES

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de **l'Association A.DE. LE** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point exposé dans le paragraphe « Autres éléments significatifs » des « Règles et méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels relatif à la réinternalisation du service BT Emploi par la mairie de Bègles à compter du 1^{er} janvier 2024.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes

auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes, notamment en ce qui concerne les provisions pour risques et charges tel que décrit au paragraphe « Provisions » de l'annexe et le suivi des fonds dédiés sur les subventions tel que décrit au paragraphe « Subventions d'exploitation » de l'annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité et financier du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de Commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Mérignac, le 6 juin 2025

LE COMMISSAIRE AUX COMPTES



AUDIAL

Représenté par Esméralda GONZALEZ

Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits assimilés				
Droit au bail				
Autres immob. incorporelles / Avances et acom				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles	9 846	7 480	2 366	
Immob. en cours / Avances et acomptes				
Biens reçus par legs / donations destinés à être				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
TIAP & autres titres immobilisés	153		153	153
Prêts				
Autres immobilisations financières				
Total I	9 999	7 480	2 518	153
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Usagers et comptes rattachés				
Créances reçues par leg ou donations				
Autres créances	303 561		303 561	349 262
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	5 433		5 433	16 531
Charges constatées d'avance	4 155		4 155	3 710
Total II	313 149		313 149	369 503
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Prime de remboursement des obligations (IV)				
Ecart de conversion - Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	323 148	7 480	315 668	369 655

Bilan

	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Première situation nette établie		
Fonds statutaires		
Dotations non consommables		
Autres fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires avec droit de reprise		
Autres fonds propres avec droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau	36 760	36 760
Excédent ou déficit de l'exercice	16 137	
Situation nette (sous-total)	52 897	36 760
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Droit des propriétaires (commodat)		
Total I	52 897	36 760
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		7 580
Total II		7 580
PROVISIONS		
Provisions pour risques	81 254	72 151
Provisions pour charges	12 647	41 177
Total III	93 901	113 327
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts		
Découverts et concours bancaires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits		
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	22 789	35 836
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	26 626	45 126
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	37 997	15 821
Produits constatés d'avance	81 457	115 206
Total IV	168 869	211 988
Ecart de conversion - Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	315 668	369 655

Compte de résultat

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et de services	17 833	16 308
Ventes de biens		
Ventes de prestations services	17 833	16 308
Produits de tiers financeurs	452 350	561 416
Concours publics et subventions d'exploitation	442 257	550 916
Vts des fondateurs ou conso. de la dot. consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Contributions financières	10 093	10 500
Repr. / amort., dépréc., prov. et transferts de charges	30 704	1 623
Utilisation des fonds dédiés	7 580	35 045
Autres produits		4
Total I	508 467	614 396
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variations de stock		
Autres achats et charges externes	135 171	196 857
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	3 802	9 341
Salaires et traitements	257 082	286 618
Charges sociales	100 415	112 696
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	241	
Dotations aux provisions	10 871	8 860
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	34	
Total II	507 615	614 371
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	852	25
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immob.		
Autres intérêts et produits assimilés	14	14
Repr./ provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets / cessions de valeurs mob. de placement	3	2
Total III	17	15
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amort., aux dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées	229	
Différences négatives de change		
Chges nettes / cessions de valeurs mob. de placement		
Total IV	229	
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	-211	15
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	640	40
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	15 581	2 150
Sur opérations en capital		
Reprises provisions, dép., et transferts de charge		
Total V	15 581	2 150

Compte de résultat

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	84	2 190
Sur opérations en capital		
Dot. amortissements, aux dépréciations et provisions		
Total VI	84	2 190
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	15 497	-40
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I + III + V)	524 065	616 561
Total des charges ((II + IV + VI + VII + VIII))	507 928	616 561
EXCEDENT OU DEFICIT	16 137	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature	24 062	93 812
Bénévolat		
TOTAL	24 062	93 812
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite	24 062	51 601
Prestations en nature		42 211
Personnel bénévole		
TOTAL	24 062	93 812

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : A.DE.L.E PLIE DES GRAVES

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 315 668 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 16 137 Euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 23/05/2025 par les dirigeants de l'association.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

L'association se fixe pour objet la mise en œuvre d'actions de Développement Local concourant au développement et au maintien de l'emploi sur le territoire de la commune de Bègles et de toute autre commune ou groupement de communes du Sud-Ouest de l'agglomération de Bordeaux, ayant signé une convention de mandat.

Pour l'atteinte de ses objectifs, l'association s'appuie sur tous les services des communes ou groupement de communes ayant signé une convention de mandat.

Elle peut mobiliser pour son fonctionnement tous les dispositifs communaux, départementaux, régionaux, nationaux et européens concourant aux co-financements des actions à mettre en oeuvre.

Elle peut initier et conduire la mise en place d'actions pilotes, de projets innovants et expérimentaux en matière d'insertion par l'économie, de formation et de développement local.

Elle bénéficie de locaux mis à disposition gratuitement par la ville de Bègles au Forum des Services.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément au règlement de ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général, à jour des différents règlements complémentaires ainsi qu'au règlement ANC n°2018-06 relatif aux modalités d'établissements des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, à jour des différents règlements complémentaires à la date d'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euros.

Règles et méthodes comptables

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 5 ans
- * Matériel de transport : 4 ans
- * Matériel de bureau : 3 à 5 ans
- * Matériel informatique : 3 à 5 ans
- * Mobilier : 5 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Faits caractéristiques

Autres éléments significatifs

La ville de Bègles a réinternalisé le service Emploi et la gestion du BT Emploi depuis le 1er janvier 2024. Sur N, la subvention de la Ville de Bègles a diminué de 90 K€.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	3 508		3 508	
Immobilisations incorporelles	3 508		3 508	
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	602			602
- Matériel de transport	1 949			1 949
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	14 621	2 607	9 933	7 295
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	17 172	2 607	9 933	9 846
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés	153			153
- Prêts et autres immobilisations financières				
Immobilisations financières	153			153
ACTIF IMMOBILISE	20 832	2 607	13 440	9 999

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	3 508		3 508	
Immobilisations incorporelles	3 508		3 508	
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	602			602
- Matériel de transport	1 949			1 949
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	14 621	241	9 933	4 930
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	17 172	241	9 933	7 480
ACTIF IMMOBILISE	20 680	241	13 440	7 480

Notes sur le bilan

Les opérations s'analysent comme suit :

	Immobilisations Incorporelles	Immobilisations Corporelles	Total
Ventilation des dotations			
Compléments liés à une réévaluation			
Eléments amortis selon mode linéaire		241	241
Eléments amortis selon autre mode			
Dotations exceptionnelles			
Dotations de l'exercice		241	241
Ventilation des diminutions			
Eléments transférés à l'actif circulant			
Eléments cédés			
Eléments mis hors service	3 508	9 933	13 440
Diminutions de l'exercice	3 508	9 933	13 440

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 307 716 Euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés			
Autres	303 561	303 561	
Charges constatées d'avance	4 155	4 155	
Total	307 716	307 716	
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
ORG.SOC.-CH.A PAYER - PROD. A RE	179
PRODUITS A RECEVOIR	18 240
Total	18 418

Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à Nouveau	36 760				36 760
Excédent ou déficit de l'exercice			16 137		16 137
Situation nette	36 760		16 137		52 897
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	36 760		16 137		52 897

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires	41 177	1 768	25 416	4 881	12 647
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	72 151				81 254
Total	113 327	1 768	25 416	4 881	93 901
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		10 871	25 416	4 881	
Financières					
Exceptionnelles					

Notes sur le bilan

PROVISION POUR INDEMNITE DE RETRAITE :

Le code du travail, les conventions collectives ou autres accords négociés donnent l'obligation à tous les employeurs de verser une indemnité de départ à la retraite.

Sur le plan comptable, les règles recommandent de provisionner les sommes estimées au passif du bilan. Si cela n'est pas fait, il convient au minimum de donner l'information en annexe du bilan.

Les hypothèses retenues pour le calcul sont les suivantes :

Départ volontaire du salarié à : 67 ans
 Taux d'actualisation : 3.37 %
 Variation annuelle des salaires : 1,50 %
 Taux de charges sociales : 43 %
 Turn over : Moyen
 Table de mortalité issue des statistiques INSEE 2019 - 2021
 Méthode de calcul suivant la convention collective des organismes de formation.

La dette provisionnée au bilan au 31/12/2024 s'élève à 12 647 €.

AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

- Corrections financières soumises par la commission européenne à l'Autorité de Gestion Déléguée d'Aquitaine sur les opérations 2010 "SAG" et "Assistance technique" : Montant concerné : 7 597 €.

- Risque d'écèlement identifié sur les prestations externes "SAG" 2008, 2009 et 2010 sur CSF MOB : Montant concerné : 22 935 €.

- Excédent sur l'opération "Mobilisation des employeurs" en raison de l'application du forfait de 40 % pour déterminer les dépenses exigibles: cette opération se déroule sur 3 années (2015-2017) à l'issue desquelles le décompte définitif pourra être établi:

- 2015 : Excédent de 10 714 €

- 2016 : Excédent de 12 054 €

- 2017 : Excédent de 11 477 €

Montant : 34 245 €.

- Excédent sur l'opération "Coordination" en raison de l'application du forfait de 40 % pour déterminer les dépenses éligibles: cette opération se déroule sur 3 années (2015-2017) à l'issue desquelles le décompte définitif pourra être établi:

- 2016 : Excédent de 4 818 €

- 2017 : Excédent de 2 555 €

Montant : 7 373 €.

- Risque d'écèlement identifié sur CSF Mobilisation 2022-2023 : Montant concerné : 9 103 €.

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 168 869 Euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	22 789	22 789		
Dettes fiscales et sociales	26 626	26 626		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	37 997	37 997		
Produits constatés d'avance	81 457	81 457		
Total	168 869	168 869		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
FOURNISSEURS FACT A RECEVOIR	10 091
PERSONNEL CONGES PROVI.	6 301
PERSON AUTRES CHARGES A PAYE	22
ORG. CH. SOCIALES / C. PAYES	2 457
ETAT CHARGES A PAYER	1 852
Charges a payer	4 881
Total	25 604

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARGES CONSTATEES D AVANCE	4 155		
Total	4 155		

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
PRODUITS CONSTATES D AVANCE	81 457		
Total	81 457		

Les produits constatés d'avance concernent des subventions portant sur des actions qui se déroulent sur plusieurs exercices.

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation	130 690		200 000		111 567	442 257
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement						
						442 257

Autres informations

Effectif

Effectif moyen du personnel : 6 personnes.

	Effectif Hommes	Effectif Femmes	Effectif Total	Effectif équivalent (Temps plein)
Cadres		3	3	3
Employés		3	3	3
Ouvriers				
Contrat Emploi Solidarité				
Contrat de Qualification				
Contrat Retour Emploi				
Contrat initiative Emploi				
Total		6	6	6

Informations sur les dirigeants

Rémunérations allouées aux dirigeants

En application de l'article 20 de la loi 2006-586 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, les rémunérations et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés doivent être communiqués.

Au sein de l'association ADELE, les trois plus hauts dirigeants sont bénévoles et ne perçoivent aucune rémunération ni avantage en nature.

Contributions volontaires

L'association recense les contributions volontaires reçues.

La valorisation de ces éléments est fournie par l'entité contributrice.

Les contributions volontaires en nature 2024 concernent :

- la mise à disposition de locaux par la ville de Bègles pour 24 K€.

Autres informations

Fonds dédiés

Subventions affectées

	A l'ouverture de l' exercice	Engagements à réaliser nvelles ressources	Utilisations Montant global	Utilisations Dont rembours.	Transferts	A la clôture de l'exercice Montant global	A la clôture de l'exercice Dont fonds dédiés (proj. sans dép.)
	A	B	C		D	A+ B-C+D	
Ville Bègles 2022	7 580		7 580				
Total	7 580		7 580				